



FRANCE

Blanquer durcit les règles dans les écoles mais reste inflexible sur leur fermeture

A partir de lundi, dans les dix-neuf départements reconfinés, les classes seront fermées dès qu'un élève sera déclaré positif au Covid.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

« La question n'est pas de savoir si [les écoles] peuvent être ouvertes, mais [...] d'assurer les conditions sanitaires qui permettent cette ouverture » : malgré les appels pressants à fermer les établissements scolaires, Jean-Michel Blanquer est resté inflexible, vendredi, en présentant le nouveau cadre sanitaire qui s'y applique. Le ministre de l'Éducation nationale a balayé l'idée de la présidente de la région Ile-de-France, Valerie Pécresse, d'avancer les vacances pendant lesquelles, selon lui, « il peut y avoir parfois plus de contaminations ».

Le ministre a reçu le soutien du chef de l'État. « La fermeture complète des écoles ne saurait être un tabou, mais elle doit demeurer un dernier recours et une mesure limitée au maximum dans le temps », a affirmé Emmanuel Macron dans un entretien au « JDD » dimanche. Quand Marine Le Pen estimait, elle, que le gouvernement ne pouvait plus « faire autrement » que de les fermer.

« Dysfonctionnements de terrain »

Face à la poussée de l'épidémie, dans les dix-neuf départements aux restrictions renforcées, chaque classe sera fermée dès le premier cas de Covid d'un élève, quel que soit le niveau scolaire, a toutefois annoncé vendredi Jean-Michel Blanquer. Jusqu'ici, la fermeture se

faisait à partir de trois cas (sauf en maternelle et pour les variants brésilien et sud-africain). La nouvelle mesure s'applique aux cas détectés à partir de ce samedi. Dans ces départements, les activités sportives scolaires devront se faire au maximum en extérieur. Sur les temps périscolaire et extrascolaire, les pratiques sportives ne sont autorisées qu'en extérieur.

Pour la garde des enfants, les parents pourront « bénéficier des facilités mises en place par le gouvernement lorsqu'ils ne peuvent télétravailler », indique le ministère de l'Éducation. Jean-Michel Blanquer a lancé un appel à la vigilance des familles à ne pas envoyer les enfants à l'école en cas de doutes ou de symptômes – des cas trop fréquents, selon les syndicats –, et à les faire tester. La semaine dernière, l'acceptation des tests salivaires n'était que de 65 %. Jean-Michel Blanquer a aussi promis de remédier à « certains dysfonctionnements de terrain », en assouplissant le processus de décision pour fermer une classe.

L'acceptation des demi-jauges dans les collèges sera aussi « plus souple », a promis le ministre. Mais il ne veut pas de demi-jauge obligatoire comme dans les lycées, ni d'application aux élèves de 6^e et de 5^e. « Des adolescents sans cours la moitié du temps peuvent avoir des activités sociales plus contaminantes qu'en collège », justifie-t-il.

« Pas de viviers » de remplaçants

Pour remplacer les enseignants malades ou cas contacts, le ministre a promis « des moyens nouveaux exceptionnels » pour que, « chaque fois qu'une classe est ouverte, il y ait un professeur devant la classe ».

Les syndicats sont sceptiques. Sans remplaçants, « les élèves sont répartis dans d'autres classes, or nous demande de ne pas les brasser », souligne Guislaine David, la porte-parole du SNUipp-FSU, le principal syndicat du primaire. Elle redoute les difficultés de recrutement, « comme en novembre » pour les enseignants vulnérables : « Or, le feu, c'est maintenant ! » Un préavis de grève a été déposé pour l'Ile-de-France. « Même si on a les moyens, les rectorats n'ont pas de viviers », abonde Philippe Vincent, à la tête du principal syndicat de chefs d'établissement (SNPDEN).

Dans les lycées, les nouvelles mesures de fermeture de classe risquent surtout d'entraîner « des effets en cascade pouvant remettre en cause leur fonctionnement », prédit-il, en évoquant les groupes de spécialités qui rassemblent des élèves de différentes classes. Si la mesure avait dû s'appliquer sur les quinze derniers jours, les chefs d'établissement auraient fermé un quart à un tiers de leurs classes. Philippe Vincent voit, dans les mesures annoncées, « une volonté de gagner du temps » avant la vaccination : « On ferme les cloisons étanches les unes après les autres, mais le bateau s'enfoncé et on a des doutes sur sa flottabilité », conclut-il.



Lire l'éditorial de Lucie Robequain
Page 14

